



PREFECTURE

**Direction
des Services du Cabinet**

**Bureau du cabinet
et de la communication
interministérielle**

Rodez, le 20 janvier 2012

CONFERENCE DE PRESSE

**BILAN DE LA LUTTE CONTRE LA DELINQUANCE
ET L'INSECURITE ROUTIERE POUR L'ANNEE 2011**

Sommaire

1/ Évolution de la délinquance et de l'activité des services de police et des unités de gendarmerie dans l'Aveyron

Année 2011 / année 2010

2/ Bilan de la lutte contre l'insécurité routière : un bilan en demi-teinte en 2011

3/ Annexes "sécurité routière" :

- Analyse des accidents survenus sur les routes de l'Aveyron en 2011
- Statistiques de l'Observatoire départemental de la sécurité routière
- Eléments relatifs à la politique locale de sécurité routière



PRÉFET DE L'AVEYRON

PRÉFECTURE

Rodez, le 20 janvier 2012

Direction
des Services du Cabinet

CONFERENCE DE PRESSE

Évolution de la délinquance et de l'activité des services de police et des unités de gendarmerie dans l'Aveyron (*)

Année 2011 / année 2010

Le bilan de la **délinquance générale** se caractérise par une légère diminution du nombre global de faits constatés, soit à la suite de dépôts de plaintes, soit à l'initiative des services de police et de gendarmerie, qui passent de 6882 en 2010 à 6835 en 2011 (- 0,68 %).

1 – Évolution des indicateurs permanents de la délinquance :

Les indicateurs permanents de la délinquance affichent une légère augmentation.

- Les **A.V.I.P.** (atteintes volontaires à l'intégrité physique) progressent de 9,1 %, avec 734 faits constatés en 2010 contre 801 faits en 2011. Malgré cette hausse, le nombre des A.V.I.P. reste inférieur à celui enregistré en 2009 (857) et l'Aveyron se situe au 94^{ème} rang sur 96 compte tenu du faible taux d'A.V.I.P., 2,90 pour 1000 habitants, alors que le taux national est de 7,4‰.

L'étude détaillée de cet indicateur révèle une légère diminution des violences physiques crapuleuses (- 6 faits). Par ailleurs, on constate une augmentation des violences physiques non crapuleuses (+15 faits), due notamment à la hausse des faits de violences, mauvais traitement et abandon d'enfants (+ 10 faits), ainsi qu'une hausse des violences sexuelles (+ 22 faits). Ces progressions traduisent notamment l'incitation des pouvoirs publics à déposer plainte pour dénoncer ces violences.

- Les **A.A.B.** (atteintes aux biens) sont en légère hausse, passant de 3719 à 3802 faits constatés, soit + 2,2%. Le taux d'A.A.B., de 13,8 pour 1000 habitants, contre 34,1‰ au niveau national, place le département au 94^{ème} rang sur 96.

Parmi les indicateurs considérés, les cambriolages de locaux d'habitations principales et secondaires progressent de 45,5 % (de 314 à 457 faits) alors que les cambriolages de locaux industriels, commerciaux et financiers diminuent de 21,9 % (de 306 à 239 faits). Cette tendance reflète la situation observée au niveau national.

En revanche, d'autres indicateurs sont à la baisse : les vols violents avec armes (- 38,5%, soit 5 faits de moins), les destructions et dégradations de biens (-9,2%, soit 40 faits de moins), ou encore les vols de véhicules (- 5 %, soit 44 faits de moins).

- Les **E.I.E.F.** (escroqueries et infractions économiques et financières) augmentent de 12,8%, passant de 1110 à 1252 faits constatés. Parmi les agrégats, les faits de délinquance économique et financière progressent de 23,9%, les falsifications et usages de chèques volés de 35,8%, et les infractions à la législation sur les chèques de près de 80%.

Cette évolution reflète notamment la mobilisation des acteurs concernés par la lutte contre la fraude dans le cadre du CODAF (comité opérationnel départemental anti-fraude), créé en juillet 2010 et placé sous la présidence conjointe du procureur de la République et du préfet.

2 – Évolution de l'activité des services de police et des unités de gendarmerie :

Le nombre des **I.R.A.S.** (infractions révélées par l'action des services), qui recouvrent notamment les infractions à la législation sur les stupéfiants et la police des étrangers, diminue de 25,7% en 2011, avec 339 faits de moins. Cette évolution tient principalement à la non tenue du festival Skabazac en 2011 : ce dernier avait été l'occasion en 2010 de relever un total de 316 infractions à la législation sur les stupéfiants (249 en zone gendarmerie et 67 en zone police).

Par ailleurs, alors que les indicateurs permanents de la délinquance (A.V.I.P., A.A.B., E.I.E.F.) progressent légèrement, on note dans le même temps une hausse générale des taux d'élucidation, qui se situent à des niveaux satisfaisants par rapport au niveau national :

- 86 % des faits relatifs aux A.V.I.P. élucidés, soit une hausse de + 4,4 % du taux d'élucidation,
- 24,8 % des faits relatifs aux A.A.B. élucidés, soit une hausse de 0,23 % du taux d'élucidation,
- 64,4 % des faits relatifs aux E.I.E.F. élucidés, soit une hausse de 19,8% du taux d'élucidation.

Ces bons résultats attestent notamment de l'efficacité de la police technique et scientifique et de la qualité des investigations menées par les services de police et de gendarmerie.

Enfin, le nombre total de personnes mises en cause diminue légèrement, passant de 3377 à 3212 (- 4,9 %). On note toutefois une progression significative, compte tenu du nombre de faits constatés dans ce domaine, du nombre de personnes mises en cause pour les cambriolages de résidences principales et secondaires (+ 30,4 %), qui révèle la forte mobilisation des services de police et de gendarmerie sur cette problématique.

3- En résumé ...

Tandis que le bilan de la délinquance constatée en 2011 dans le département de l'Aveyron affiche une légère baisse dans sa globalité, plusieurs indicateurs connaissent par une évolution à la hausse, qui doit toutefois être relativisée compte tenu du nombre de faits constatés.

Par ailleurs, le département reste l'un des plus sûrs de France, eu égard au nombre de faits constatés par habitants, grâce à une forte mobilisation des forces de l'ordre, à la fois sur le front de l'investigation et de la prévention. L'action des services de police et de gendarmerie s'adapte en permanence à l'évolution de la délinquance, avec par exemple la mise en place des patrouilleurs dans les commissariats, qui vise à optimiser la présence des policiers sur la voie publique, ou encore la collaboration des services de police et de gendarmerie dans le cadre de la lutte contre les cambriolages.

La diminution de la délinquance passe également par l'adoption de comportements plus prudents et la mise en oeuvre de mesures simples, que ce soit chez les professionnels ou les particuliers. On note ainsi que de plus en plus d'entreprises se dotent de dispositifs permettant d'améliorer leur niveau de sécurité (alarme, vidéo-protection). La vidéo-protection devrait continuer à se développer en 2012.

4 - Orientations de la politique de lutte contre la délinquance pour 2012

Les objectifs en matière de délinquance pour l'année 2012 seront fixés dans le cadre du comité départemental de sécurité, qui se réunira prochainement sous la co-présidence de Madame le préfet et de Monsieur le procureur de la République.

Au regard du bilan de la délinquance sur l'année 2011, les services de police et de gendarmerie seront particulièrement mobilisés pour lutter contre les cambriolages en 2012, dans le cadre notamment de la cellule anti-cambriolages et des opérations de contrôle coordonnées qui permettent l'élucidation de certaines affaires.

S'agissant de la prévention, des opérations de sensibilisation seront menées, notamment dans le cadre des opérations «anti hold'up» et «tranquillité vacances», qui seront renouvelées.

Pour en savoir plus, consultez le site de l'institut national des hautes études de la sécurité et de la justice : <http://www.inhesj.fr>

(*) analyse établie à partir des outils statistiques de la délinquance et de l'activité des services dans la lutte contre l'insécurité mis en place par le ministère de l'intérieur depuis le 1er mai 2010.

Département de l'Aveyron (12)	FAITS CONSTATES			TAUX D'ELUCIDATION (1)			TOTAL DES PERSONNES MISES EN CAUSE		
CRIMES ET DÉLITS ENREGISTRÉS ET ACTIVITÉ DES SERVICES DE POLICE ET DES UNITÉS DE GENDARMERIE	Année 2010	Année 2011	Variation	Année 2010	Année 2011	Différence (en points)	Année 2010	Année 2011	Variation
Atteintes volontaires à l'intégrité physique	734	801	+9,13 %	81,61%	86,02%	+ 4,41	584	636	+8,90%
Violences physiques crapuleuses	67	61	-8,96 %	28,36%	34,43%	+6,07	20	17	-15,00%
Violences physiques non crapuleuses	482	497	+3,11%	86,72%	93,56%	+6,84	427	453	+6,09%
<i>Dont violences, mauvais traitement et abandons d'enfants</i>	25	35	+40,00%	64,00%	91,43%	+27,43	19	25	+31,58%
<i>Dont violences à dépositaire de l'autorité</i>	44	52	+18,18%	93,18%	92,31%	-0,87	26	25	-3,85%
Violences sexuelles (viols et agressions)	44	66	+50,00%	95,45%	87,88%	-7,58	40	49	+22,50%
Atteintes aux biens	3 719	3 802	+2,23%	24,55%	24,78%	+0,23	905	873	-3,54%
Vols liés aux véhicules	875	831	-5,03%	15,89%	15,52%	-0,36	132	109	-17,42%
Cambriolages	766	831	+8,49%	23,89%	24,19%	+0,30	167	188	+12,57%
<i>Dont cambriolages de résidences principales et secondaires</i>	314	457	+45,54%	28,66%	28,00%	-0,66	69	90	+30,43%
<i>Dont cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers</i>	306	239	-21,90%	19,61%	20,92%	+1,31	60	67	+11,67%
Escroqueries et infractions économiques et financières	1 110	1 252	+12,79%	44,59%	64,38%	+19,78	283	375	+32,51%
Délinquance économique et financière	88	109	+23,86%	100,00%	100,92%	+0,92	82	111	+35,37%
Falsifications, usages de chèques volés	212	288	+35,85%	62,26%	89,24%	+26,97	15	41	+173,33%
Infractions révélées par l'action des services	1 319	980	-25,70%	98,71%	100,92%	+2,21	1 293	974	-24,67%
Infractions à la police des étrangers	55	41	-25,45%	101,82%	100,00%	-1,82	54	40	-25,93%
Infractions à la législation sur les stupéfiants	986	610	-38,13%	98,28%	102,13%	+3,86	997	640	-35,81%
Port d'armes prohibé	133	128	-3,76%	100,00%	100,00%	0	105	97	-7,62%

(1) Le taux d'élucidation est le rapport entre faits constatés et faits élucidés. Il correspond à une fréquence d'élucidation. Un fait élucidé ne correspond pas nécessairement au même fait constaté le même mois.



PREFECTURE

Direction
des Services du Cabinet

Bureau du cabinet
et de la communication
interministérielle

Rodez, le 20 janvier 2012

SECURITE ROUTIERE :

un bilan en demi-teinte en 2011

Au 31 décembre 2011, le bilan départemental de l'accidentologie routière s'établit à 161 accidents corporels, 30 tués et 197 blessés. C'est donc un bilan en demi-teinte : les accidents de la route ont été moins nombreux qu'en 2010 (-8,5%) mais plus meurtriers (+57,9% de tués). Le nombre des blessés a quant à lui diminué de 22,4%.

Il importe toutefois de rappeler que 2010 est l'année où la mortalité routière a connu la baisse la plus marquée depuis la création de la statistique de sécurité routière en 1961.

Sur le long terme, si l'on considère la moyenne des chiffres départementaux des dix dernières années, la tendance globale au recul de l'insécurité routière se poursuit : le nombre des accidents de 2011 est en effet inférieur de 25,8% par rapport à cette moyenne, tandis que le nombre des tués est moindre de 6,25% et celui des blessés de 31,8% par rapport au bilan décennal.

Années	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Moyenne sur 10 ans
accidents	314	277	214	221	236	186	206	183	176	161	217
tués	47	48	33	39	31	20	27	31	19	30	32
blessés	442	346	281	294	318	254	272	245	241	197	289

Sans négliger le caractère aléatoire des accidents de la route et de leurs conséquences, cette évolution permet donc de penser que les comportements routiers des conducteurs évoluent favorablement sur le moyen terme.

La plupart des accidents étant due à une faute de comportement des automobilistes présumés responsables, la mobilisation constante des forces de l'ordre sur les bords de route ces dernières années est un élément clé de cette évolution. Dans le département de l'Aveyron, outre leurs missions quotidiennes, plus d'une centaine de gendarmes et d'une trentaine de fonctionnaires de police sont systématiquement engagés les jours de départ et de retour de vacances scolaires pour assurer la surveillance et la sécurisation des axes routiers.

Les messages de prudence et de prévention sont également diffusés tout au long de l'année, en complément des actions de terrain conduites par la cinquantaine de partenaires locaux (services de l'Etat, collectivités territoriales, associations, assurances, mutuelles, ...) mobilisés autour de la sécurité routière.

En 2012 le mot d'ordre sera de ne pas baisser la garde et de lutter avec la même détermination pour réduire l'insécurité routière.

Au vu de l'analyse des accidents survenus en 2011, les priorités d'action demeureront la sécurité des usagers de deux roues (présumés responsables dans 20% des accidents), la sensibilisation des seniors (23% des accidents et 37% des tués cette année) et des jeunes (27% des accidents) notamment sous l'angle des conduites à risques. De manière plus générale, le thème de la vitesse restera lui aussi d'actualité car plus de 28% des accidents de la route (dont les plus graves) étaient directement liés en 2011 à un excès de vitesse ou la pratique d'une vitesse inadaptée.

Pour en savoir plus,

- voir les annexes ci jointes

- voir le site de la sécurité routière : www.securite-routiere.gouv.fr

Contact presse :

Bureau du Cabinet et de la Communication

05-65-75-71-36

Bilan de la sécurité routière pour 2011

ANNEXE

Analyse des accidents de la route survenus sur les routes de l'Aveyron en 2011

(source : Observatoire départemental de la sécurité routière)

Depuis le début de l'année 2011, sur 161 accidents recensés :

- 59 ont eu lieu sur la voirie communale (3 tués), 85 sur le réseau départemental (21 tués), 13 sur la RN88 (6 tués) et 4 sur l'autoroute A75
- les usagers de deux roues présumés responsables sont impliqués dans 32 accidents sur 161 (soit 19,9 %) : 17 motos, un scooter +125 cm³, 5 cyclomoteurs, 2 scooters 49,9 cm³ et 7 vélos. Sur la même période 2010, 28 accidents (13 motos, 14 cyclomoteurs et 1 vélo) avaient été recensés sur 176 accidents (soit 15,9 %)
- parmi les 161 auteurs présumés responsables, 43 sont des femmes (27 %, moyenne d'âge : 53 ans), 118 des hommes (73 %, moyenne d'âge : 43 ans)
- les seniors (+65 ans) sont présumés responsables dans 23 % des accidents (moyenne d'âge 76,4 ans), les jeunes (- 25 ans) dans 27 % (moyenne d'âge 19.6 ans) et la tranche des 25-65 ans dans 50 % (moyenne d'âge 45,1 ans)
- parmi les usagers présumés responsables, 35 résident hors du département (soit 21,7 %) et 126 résident dans le département (soit 78,3 %) dont 110 à moins de 15 km de leur résidence principale (soit 68 %)
- 35 piétons ont été impliqués parmi les 227 victimes des 161 accidents constatés (soit 15,4 % des victimes), dont six piétons blessés mortellement. Les accidents impliquant au moins 1 piéton représentent 20 % du total. Parmi ces accidents, 7 d'entre eux concernent des personnes de +65 ans, (5 femmes et 2 hommes, moyenne d'âge 80 ans !), et 6 des personnes de - 25 ans
- 48 des 161 accidents (soit 30 %) ont eu lieu pendant des week-end (samedi, dimanche, veille de fête et jour de fête)
- 42 accidents (soit 26 %) ont eu lieu dans la matinée, 85 accidents (soit 53 %) dans l'après-midi, 10 (soit 6 %) au crépuscule et 24 (soit 15 %) la nuit
- parmi les causes principales, vitesse excessive et non-respect des règles de priorité (avec ou sans perte de contrôle) sont en tête (respectivement pour 28,6 % et 26,1 % des accidents), suivies par conduite à gauche (5,6 %), dépassements dangereux (5 %) et conduite sous emprise de l'alcool (6,2 % soit 10 accidents).

Contrôles-sanctions automatisés

Radars fixes

En 2011, le nombre total de MIF* s'établit à 10 841, répartis comme suit :

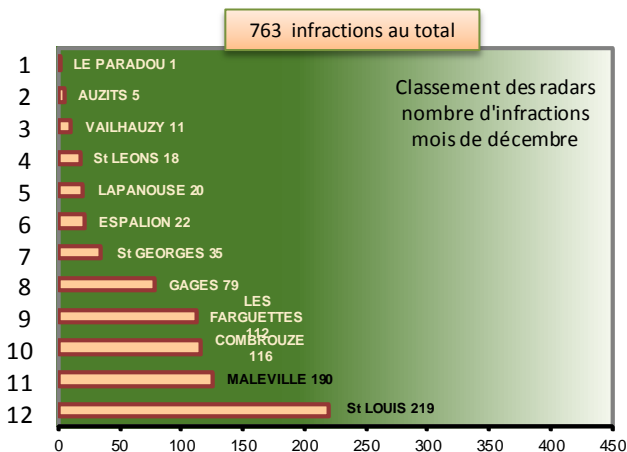
- 1 223 infractions (soit 2,1 %) : radar situé sur la RD 840 à "Firmi", commune d'Auzits
- 2 1 523 infractions (soit 14,0 %) : RN 88 à "Gages", commune de Montrozier
- 3 237 infractions (soit 2,2 %) : RD 920 aux "4 routes", commune d'Espalion
- 4 610 infractions (soit 5,6 %) : RD 992 à St Georges de Luzençon
- 5 636 infractions (soit 5,9 %) : RD 911 au "Bois du Four", commune de St. Léons
- 6 2 513 infractions (soit 23,2 %) : RD 1 au "Frayse" commune de Maleville
- 7 84 infractions (soit 0,8 %) : RD 920 au "Paradou" commune d'Estaing
- 8 287 infractions (soit 2,7 %) : RN 88 à Lapanouse
- 9 1 861 infractions (soit 17,2 %) RD 911 à "Combrouze" commune de Castanet
- 10 609 infractions (soit 5,6 %) RD 994 aux "Farguettes" commune de Mayran, mise en service le 8 juin 2011
- 11 2 247 infractions (soit 20,7 %) RD 911 à "St Louis" commune de Moyrazès, mise en service le 28 septembre 2011
- 12 11 infractions (soit 0,1 %) RD 999 à "St. Affrique", mise en service le 29 décembre 2011



Le tableau suivant récapitule les infractions constatées par tranche d'excès de vitesse :
Cumuls depuis le début de l'année 2011

	ET 0259	ET 0260	ET 0262	ET 0291	ET 0892	ET 6061	ET 6518	ET 6695	ET 6780	ET 8884	ET8885	ET 8886
Tranche de vitesse	RD 840 AUZITS	RN 88 GAGES	RD 920 ESPALION	RD 992 St GEORGES	RD 911 St LEONS	RD 1 MALEVILLE	RD 920 LE PARADOU	RN 88 LAPANOUSE	RD 911 COMBROUZE	RD 994 FARGUETTES	RD 911 St. LOUIS	RD 999 St. AFFRIQUE
< 110 km/h	193	1398	229	508	513	2465	71	272	1803	571	2016	11
110 à 120 km/h	28	65	8	60	77	34	11	11	48	26	153	0
120 à 130 km/h	1	37	0	14	25	7	2	3	7	8	43	0
130 à 140 km/h	1	14	0	18	15	2	0	1	2	1	22	0
>140 km/h	0	9	0	10	6	5	0	0	1	3	13	0
	223	1 523	237	610	636	2 513	84	287	1 861	609	2 247	11

Tous les radars sont réglés sur une vitesse réglementaire de 90 km/h



Points remarquables :

- le nouveau radar placé sur la RD999 à l'entrée de St Affrique au lieu dit "Vailhauzy" est en service depuis le 29 décembre.

Radars mobiles

- en 2011, le nombre total d'infractions relevées s'établit à 12 741 infractions. 95,3 % de celles-ci concernent des dépassements de vitesse de moins de 20 km/h, 3,5 % des dépassements entre 20 et 30 km/h (tendance à la hausse) et 1,1 % des dépassements supérieurs à 30 km/h.
- les 6 radars mobiles (BMO Rodez, COB Millau, BMO Villefranche de Rouergue, BMA Millau, CSP Rodez et CSP Millau) ont produit 54 % du nombre total d'infractions relevées contre 46 % pour les 12 radars fixes actuellement en production
- répartition par tranches de vitesse des infractions constatées par les 6 radars mobiles :

Tranches de vitesse	Nombres d'infractions			
	Mois de décembre		Depuis janvier 2011	
Vitesse légale < 90 km/h	482	soit : 46.2%	9 001	soit : 70.6%
Vitesse légale de 90 km/h	417	soit : 39.9%	3 074	soit : 24.1%
Vitesse légale > 90 km/h	145	soit : 13.9%	666	soit : 5.2%
	1 044		12 741	

Tous radars confondus

- l'ensemble des dépassements de vitesses relevés par les radars automatisés (fixes ou mobiles) durant l'année 2011 s'élèvent à 23 582 infractions et la répartition s'établit comme suit :

Dépassements de vitesses	Radars fixes		Radars mobiles		Rappel des sanctions par nature d'infraction		
	Nbre	%	Nbre	%	Amende	Pts retirés	Autres peines maximales encourues
moins de 20 km/h	10 050	92.7%	12 148	95.3%	45 € à 135 €	1	
compris entre 20 et moins de 30 km/h	521	4.8%	444	3.5%	135	2	
compris entre 30 et moins de 40 km/h	147	1.4%	106	0.8%	135	3	3 ans de suspension du permis
compris entre 40 et moins de 50 km/h	76	0.7%	38	0.3%	Jusqu'à 750 €	4	Rétention immédiate du permis de conduire avec 3 ans de suspension, Stage de sécurité routière.
égal ou supérieur à 50 km/h	47	0.4%	5	0.0%	Jusqu'à 1 500 € (3 750 € et 3 mois de prison si récidive)	6	Rétention immédiate du permis de conduire avec 3 ans de suspension, sans sursis ni aménagement. Possibilité de confiscation du véhicule. Stage de sécurité routière.

- le nombre total d'infractions relevées (tous radars confondus) par rapport à 2010 est en augmentation de 14,5 % (23 582 contre 20 592). Cette augmentation correspond pour l'essentiel à des équipements supplémentaires installés en 2011 : 3 radars fixes et un radar mobile.
- sur l'ensemble des contrôles, 635 usagers d'origine étrangère ont été sanctionnés (soit 2,7%), pourcentage en hausse de 5,8 % par rapport à 2010 (en base 100).

Contrôles routiers

Sur les onze premiers mois 2011, parmi les principales catégories, 16 541 infractions ont été relevées lors des contrôles routiers (pour 17 379 en 2010) et se répartissent comme suit :

	Année 2010	Année 2011	Évolution
Conduite sous alcoolémie ou stupéfiant :	1 460	1 458	-0.1%
Dépassement des vitesses autorisées :	14 067	12 987	-7.7%
Non-respect des feux tricolores ou stop :	634	815	28.5%
Non-port de la ceinture de sécurité ou casques :	1 218	1 281	5.2%
TOTAUX :	17 379	16 541	-4.8%

Le nombre d'infractions relevées en 2011 est en diminution (- 4,8 %) par rapport à 2010 (toujours pour ces 4 catégories), mais les infractions relatives au non respect des feux tricolores ou stop sont en hausse.

Permis de conduire

Statistiques en Aveyron et en France pour l'année 2011 :

Obtention du permis moto (épreuve en circulation uniquement)

	Nbre examinés			en première présentation		
	Nbre examinés	Nbre de reçus	% réussite	Nbre examinés	Nbre de reçus	% réussite
Aveyron	50	48	96.00%	48	46	95.83%
France	9 957	9 246	92.86%	8 822	8 221	93.19%

examinés hors et en circulation

Obtention du permis voiture

	Permis de conduire			en première présentation		
	Nbre examinés	Nbre de reçus	% réussite	Nbre examinés	Nbre de reçus	% réussite
Aveyron	441	242	54.88%	202	114	56.44%
France	93 567	55 207	59.00%	52 866	31 554	59.69%

	Conduite accompagnée			en première présentation		
	Nbre examinés	Nbre de reçus	% réussite	Nbre examinés	Nbre de reçus	% réussite
Aveyron	120	76	63.33%	70	46	65.71%
France	17 991	13 196	73.35%	12 525	9 327	74.47%

Obtention du permis poids lourd, transport en commun et remorque

(épreuve en circulation uniquement)

	Nbre examinés			en première présentation		
	Nbre examinés	Nbre de reçus	% réussite	Nbre examinés	Nbre de reçus	% réussite
Aveyron	33	28	84.85%	24	22	91.67%
France	5 418	4 532	83.65%	4 476	3 773	84.29%

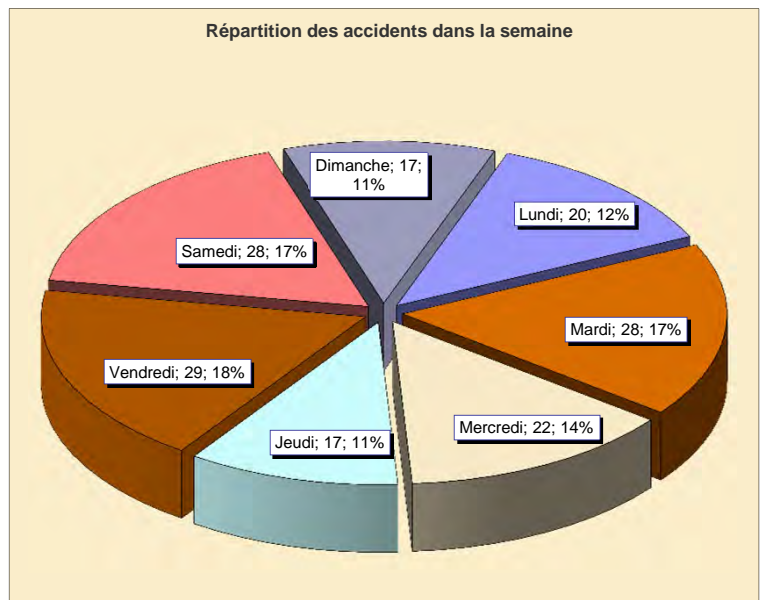
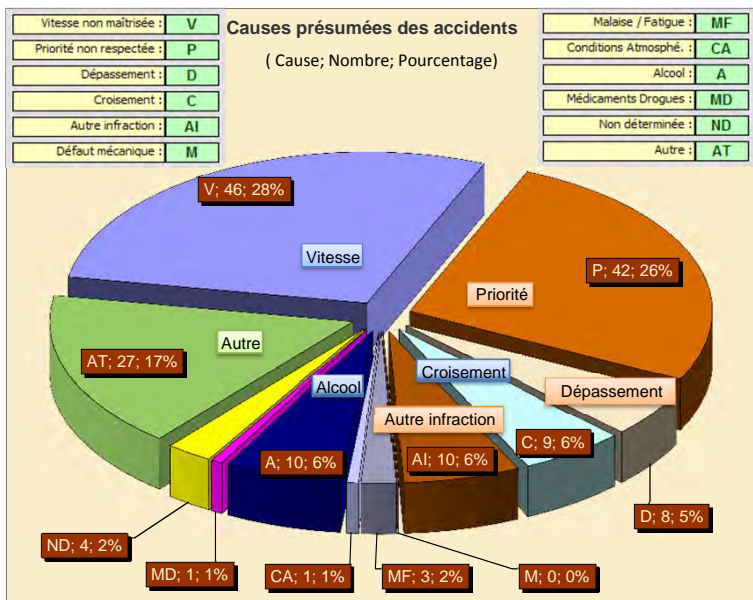
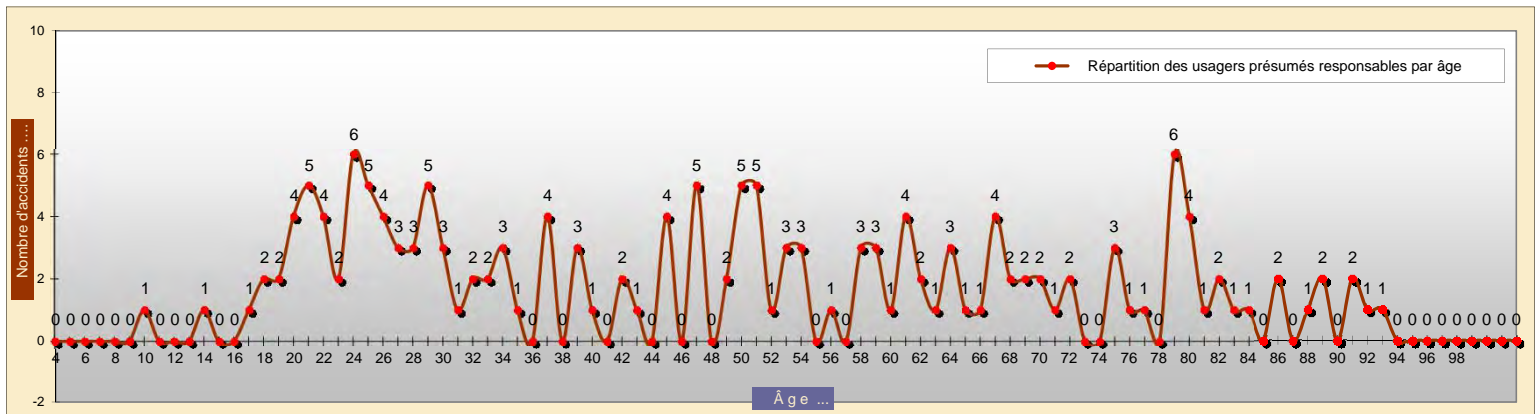
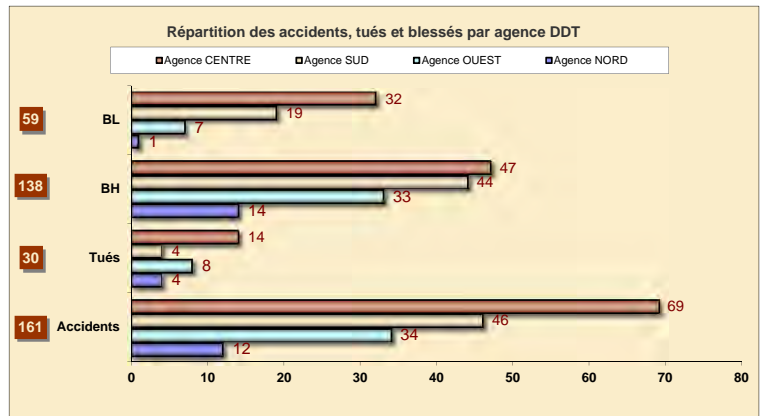
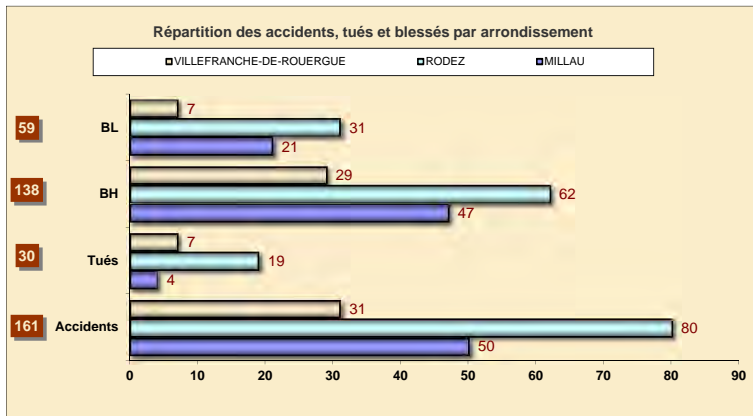
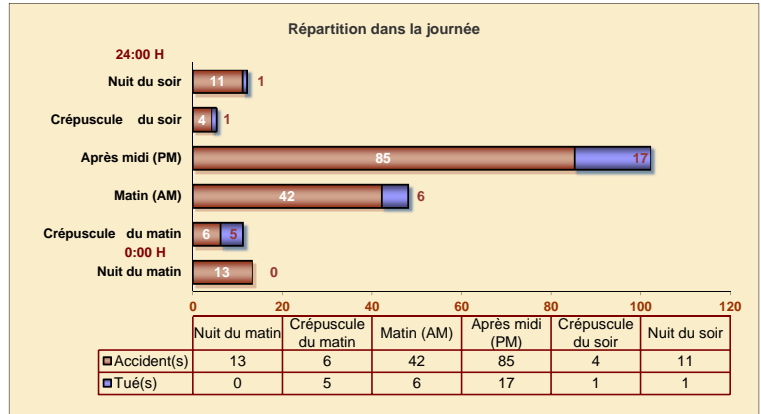
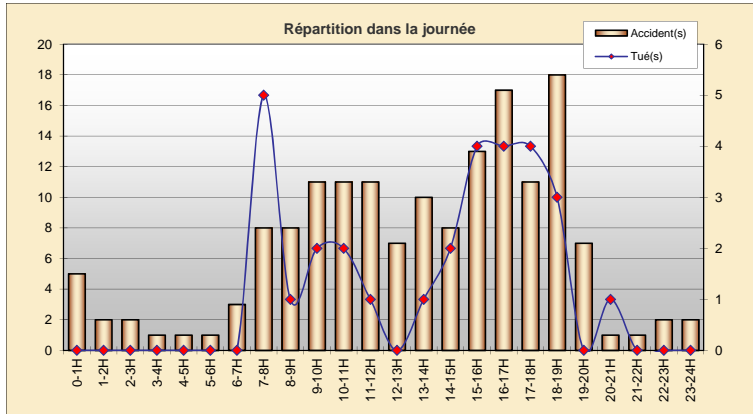
Rétention et suspension administrative du permis de conduire

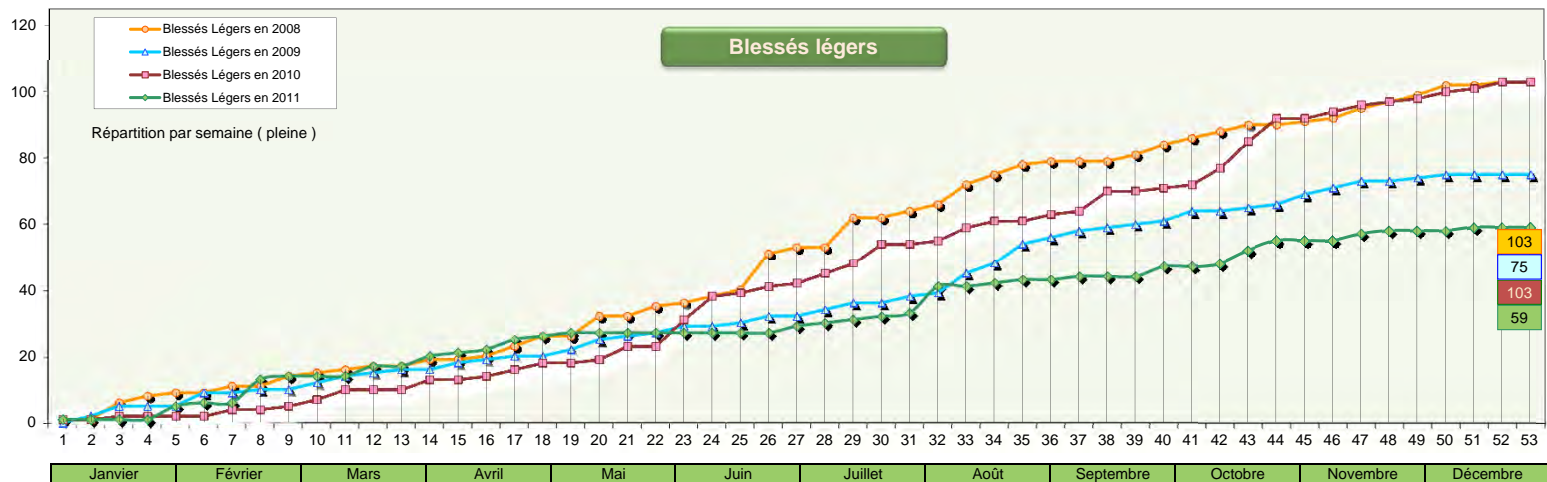
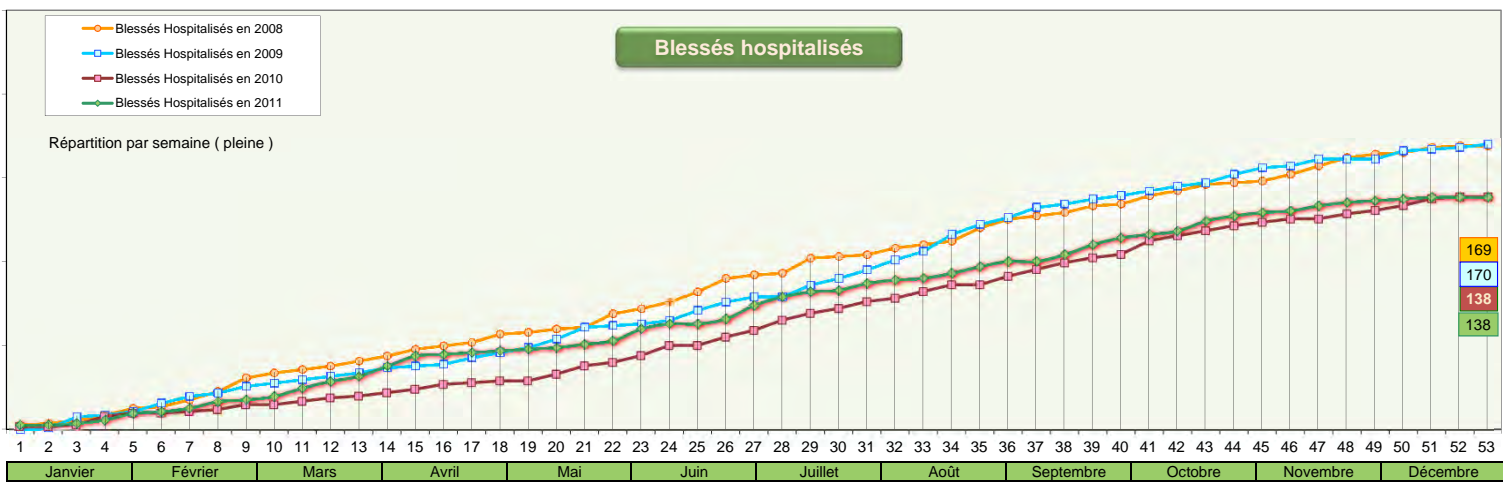
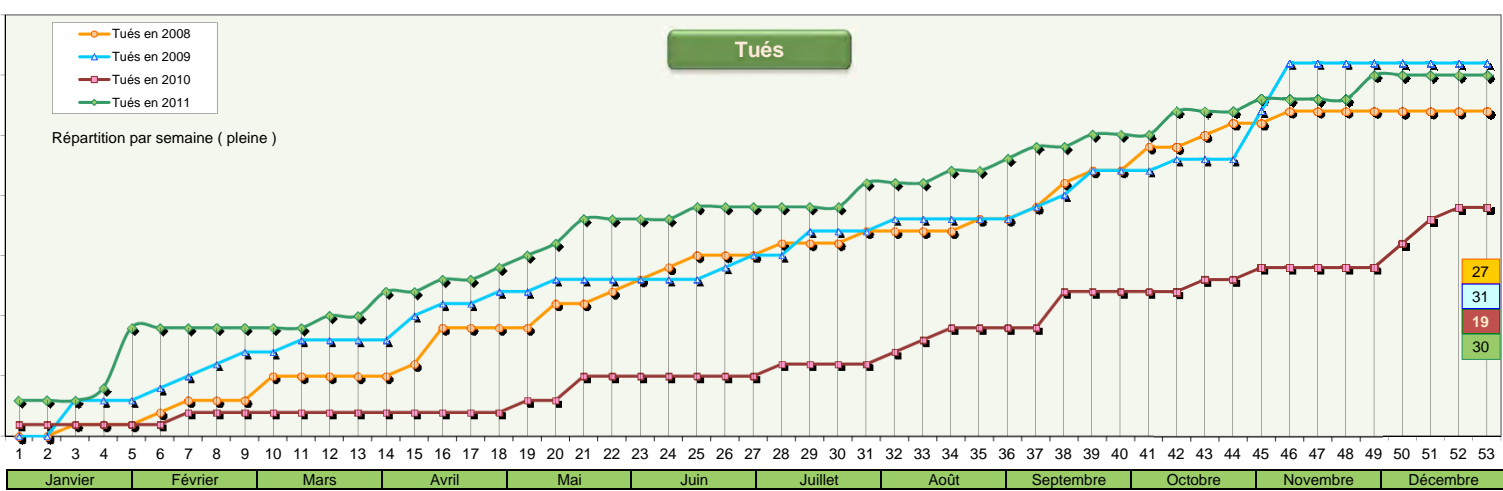
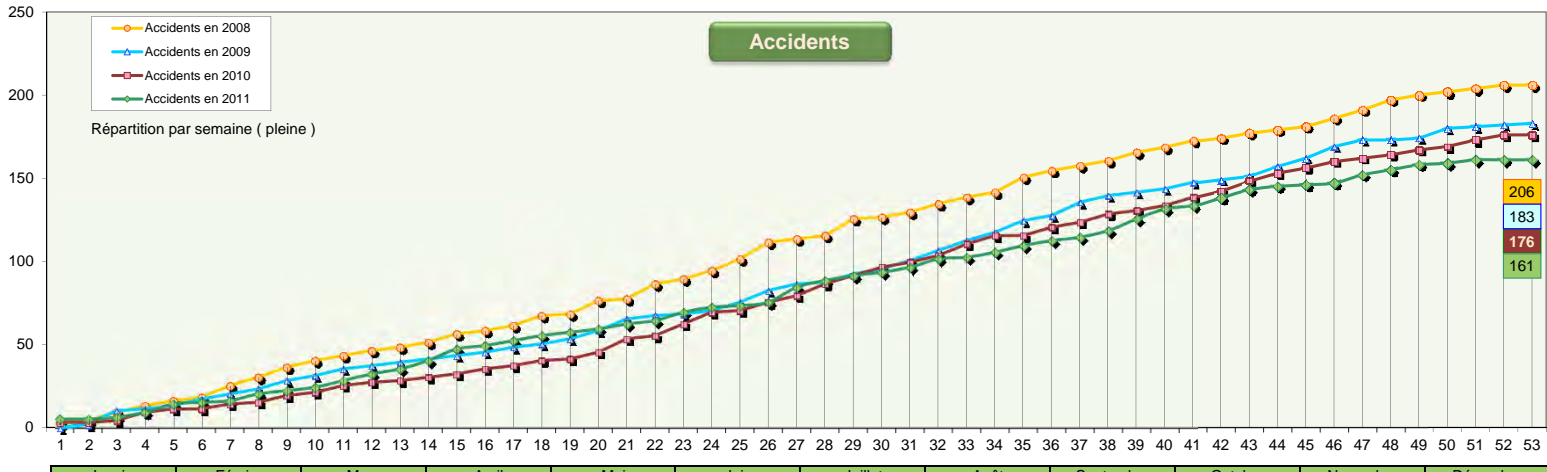
suite à une infraction

	Retraits de permis de conduire			Suspensions du permis de conduire		
	vitesse	alcool	stupéfiants	vitesse	alcool	stupéfiants
2010	427	505	90	414	505	40
2011	550	520	45	542	508	24

Données cumulées au 31 décembre 2011

ATB année 2011 sur tout le département de l'Aveyron :
161 Accidents ..., 30 Tués ... et 197 Blessés ...







Accidentologie routière en Aveyron

Nombre mensuel année précédente et année en cours (Base de la Mise à jour)

Mise à jour au

31 décembre 2011

transféré le : 10 janvier 2012

	Janvier		Février		Mars		Avril		Mai		Juin		Juillet		Août		Septembre		Octobre		Novembre		Décembre	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Accidents	9	9	6	11	12	13	10	19	16	10	18	12	24	19	20	14	13	17	20	19	14	11	14	7
Cumul	9	9	15	20	27	33	37	52	53	62	71	74	95	93	115	107	128	124	148	143	162	154	176	161
Tués	1	4	1	5	0	1	0	3	3	5	0	1	1	0	3	3	3	3	1	2	1	1	5	2
Cumul	1	4	2	9	2	10	2	13	5	18	5	19	6	19	9	22	12	25	13	27	14	28	19	30
Tous Blessés	10	7	6	23	13	17	15	24	17	7	31	13	33	24	22	22	22	16	34	23	18	16	20	5
Cumul	10	7	16	30	29	47	44	71	61	78	92	91	125	115	147	137	169	153	203	176	221	192	241	197
Blessés Hospitalisés	8	6	4	11	7	13	9	16	10	5	13	13	20	19	15	12	13	14	19	15	7	11	13	3
Cumul	8	6	12	17	19	30	28	46	38	51	51	64	71	83	86	95	99	109	118	124	125	135	138	138
Blessés Légers	2	1	2	12	6	4	6	8	7	2	18	0	13	5	7	10	9	2	15	8	11	5	7	2
Cumul	2	1	4	13	10	17	16	25	23	27	41	27	54	32	61	42	70	44	85	52	96	57	103	59



EDSR AVEYRON



Zone	Accidents	Tués	Blessés
Gendarmerie	100	25	124
Police	61	5	73
Bilan 2011 fin décembre	161	30	197



Légende

Accidents mortels
 + 29 accidents (30 tués)

Mois de décembre
 ◆ Accidents (7)

Zone de compétence
 ● GENDARMERIE : (100)
 ● POLICE : (61)

Zone d'accumulation d'accidents 2010

Autoroute A 75
 Route nationale
 Route départementale Catégorie A
 Route départementale Catégorie B
 Route départementale Catégorie C
 Route départementale Catégorie E



0 10 km 20 km
Échelle

Bilan de la sécurité routière pour 2011

ANNEXE

Politique locale de sécurité routière

La politique de prévention du risque routier demeure un axe prioritaire d'action, qui s'adresse à tous, des enfants en bas âge aux seniors, en passant par les 25-65 ans, présumés responsables dans la moitié des accidents enregistrés en 2011.

Cette politique s'appuie sur un réseau fort d'une cinquantaine de partenaires en Aveyron et sur un plan départemental élaboré chaque année et définissant les priorités.

Plan départemental d'action de sécurité routière 2011

Le plan départemental d'actions de sécurité routière (PDASR) 2011 regroupait **73 projets d'actions** autour des **5 enjeux** issus du Document Général d'Orientations (les jeunes 14-24 ans, les 2 roues motorisés, la vitesse, l'alcool et les seniors), et de 2 projets issus du programme **AGIR** :

- la conduite automobile (amélioration du comportement au volant),
- l'initiation à un deux roues motorisé,

Pour les jeunes de 14 à 28 ans, le programme **Label Vie** a pour objectif de susciter la prise en charge de l'insécurité routière par les jeunes eux-mêmes. Une subvention peut être attribuée aux projets qu'ils développent. Cette année, 6 dossiers ont été financés.

Au cours de l'année 2011 et pendant cinq semaines (notamment vacances de Pâques, été et vacances de Toussaint), une communication sur la sensibilisation et la prévention a été diffusée sur une radio locale.

Lors de la semaine de la mobilité et de la sécurité routière du 15 au 22 septembre 2011, les acteurs de la sécurité routière se sont fortement mobilisés autour d'une quinzaine actions.

Une dotation de **85 825,00 €** de crédits d'Etat a été utilisée pour mener l'ensemble de ces actions dans le cadre de la politique locale de sécurité routière.

Enjeu jeunes de 14 à 24 ans	33 745,74 €
Enjeu deux roues motorisés	8696,52 €
Enjeu vitesse	2 687,82 €
Enjeu l'alcool	9 550,00 €
Enjeu seniors	7 976,71 €
Programme Label Vie (6 dossiers)	3 900,00 €
Programme AGIR (2 projets)	317,10 €
Équipements et fonctionnement SR	8 673,39 €
Communication	13 277,72 €
Total :	85 825,00 €

Partenariats engagés

Les partenariats entrepris depuis trois ans ont été poursuivis et consolidés :

- avec les collectivités locales et la désignation de 95 élus “ correspondants sécurité routière ”, servant de relais pour diffuser une culture de la sécurité routière. Une journée de sensibilisation de ces élus est prévue le 13 mars 2012.
- avec les entreprises et les services de l’Etat, afin de les sensibiliser sur le risque routier dans le milieu professionnel (trajet mission et trajet domicile-travail) : un colloque a été organisé le 11 janvier dernier avec la CCI de l’Aveyron et la CARSAT Midi Pyrénées.